

**Les rapports économiques au XXIe siècle :  
Penser et agir autrement**

**communication présentée dans le cadre du  
Colloque international  
"La recherche féministe dans la francophonie plurielle",  
17-21 mai 1999, Dakar, Sénégal**

**Cécile Sabourin**

**Cécile Sabourin, professeure  
Département des sciences sociales et de la santé  
UQAT (Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue)  
445, boul. de l'Université  
Rouyn-Noranda, (Québec)  
Canada, J9X 5E4**

**courriel : [Cecile.Sabourin@UQAT.UQuebec.ca](mailto:Cecile.Sabourin@UQAT.UQuebec.ca)**

## Table des matières

Avant-propos

Introduction

- 1- Les femmes, l'économie et le XXe siècle
  - Monétarisation des économies et généralisation des marchés
  - Des impacts particuliers pour certaines populations : les femmes, les sociétés traditionnelles et les populations autochtones
  - Globalisation et exclusion : comment s'en sortir?
  
- 2- Pour le XXIe siècle : nouveau paradigme et perspective de genre en économie
  - L'apport des femmes et des approches féministes
  - La remise en question des fondements conceptuels de la discipline
  
- 3- Un nouveau paradigme économique : valeurs, alliances et stratégies
  - La solidarité, assise d'un nouveau paradigme économique
  - Des allié-e-s dans la construction d'un nouveau paradigme économique

Conclusion

Bibliographie

## **Avant-propos**

*C'est en reconnaissant que le "problème criant" de la pauvreté et de l'appauvrissement des femmes est de la plus haute importance que je choisis de traiter ici des rapports économiques d'un point de vue plus global, à long terme et théorique.*

*Il m'apparaît important que, comme femmes, nous nous donnions un cadre d'analyse féministe et holistique pour agir en vue de lutter contre l'appauvrissement des femmes et des populations et faire des choix qui puissent s'inscrire dans une démarche cohérente appuyée sur des valeurs que nous contribuons à véhiculer par nos actions.*

*C'est l'objet de ma communication que de proposer à la discussion des pistes pour une approche alternative de l'économie qui puisse rendre compte des valeurs portées et des rôles et responsabilités assumés traditionnellement par les femmes au niveau de la vie économique et de la satisfaction des besoins humains. J'avais annoncé une communication sur le thème de l'économie solidaire. Si le titre en est changé, l'essence demeure la même : la valeur "solidarité" étant un pilier de la réflexion conceptuelle à laquelle je vous convie. En outre, la reconnaissance à part entière de la contribution des femmes au maintien et au développement de l'humanité a été et demeure un défi important et incontournable pour les femmes et les féministes.*

## **Introduction**

S'interroger sur l'univers des rapports économiques équivaut à ouvrir une boîte de pandore et renvoie aux sources de la pensée économique moderne. J'y travaille par le biais de la recherche et de la réflexion sur le thème de l'économie, particulièrement dans l'optique d'y introduire la valeur "solidarité". C'est dans ce sens que je l'utilise dans ce texte même si, au Québec, on parle plus couramment de l'économie solidaire pour qualifier une forme d'économie sociale.

Le sens commun invite à reconnaître d'emblée que les activités économiques mesurées dans les comptes nationaux, celles dont parlent les économistes orthodoxes et même de nombreux profanes, correspondent à une partie seulement de tous les moyens mis en action pour assurer la reproduction, le bien-être et le développement de la race humaine. Si toutes les activités essentielles à cette reproduction et à ce bien-être ne sont pas économiques, il faut reconnaître que toute activité humaine a une "contrepartie" économique au sens où elle se déploie au moyen de ressources matérielles, de temps de travail, de savoirs et d'organisation. Pourtant, les activités effectuées quotidiennement par des femmes ou des hommes qui n'impliquent pas de transactions

monétaires sont graduellement devenues étrangères au monde rétréci de l'économie, niant du même coup les réalités concrètes qui cadrent mal avec des enjeux et des débats davantage conçus comme financiers qu'économiques.

Dans ce contexte, l'urgence d'une redéfinition des préoccupations économiques non pas aux conditions du "monde économique" désincarné mais reconnaissant la personne en lien avec son environnement et la pluralité des activités et comportements économiques doit être posée.

Je l'aborde ici en traitant des thèmes suivants : (1) les femmes, l'économie et le XXe siècle, (2) pour le XXIe siècle : nouveau paradigme et perspective de genre en économie et (3) un nouveau paradigme économique : valeurs, alliances, stratégies.

## **1- Les femmes, l'économie et le XXe siècle**

Au tournant du siècle passé, les femmes occidentales comme groupe social commençaient tout juste à esquisser des pas autonomes dans l'univers "public"<sup>1</sup> et, si elles sont en route, le chemin à parcourir pour une reconnaissance équitable de leurs points de vue et de leur apport dans la construction de l'humanité n'est certes pas complété. En est-il de même dans toutes les régions du monde? La réponse est simple, cependant si l'on y regarde de plus près, on constate aisément la très grande diversité des problématiques spécifiques relativement à la visibilité des femmes dans les sphères économiques autres que domestique, à savoir les sphères privée, publique, communautaire. Comme nous allons le voir, c'est dans un monde en transformation que les femmes tentent de prendre leur place dans toutes ces sphères de l'activité économique.

---

<sup>1</sup> Public est utilisé ici au sens de "extérieur à l'univers domestique". Ce terme souvent utilisé en opposition à privé induit l'idée que tout ce qui n'est pas domestique est public alors qu'il existe une multitude de sphères privées qui tentent à réduire la dimension de l'univers public.

### 1.1- Monétarisation des économies et généralisation des marchés

Il faut constater qu'au XXe siècle des changements importants dans le fonctionnement et la structure des économies se sont produits ou accentués : industrialisation, concentration croissante de la production, accès grandissant à la consommation de produits manufacturés, détachement des activités de production et de consommation, financiarisation de l'économie.

Deux tendances de fond, celles de l'usage omniprésent de la monnaie et du marché triomphal se combinent pour transformer le sens de l'économie et intégrer aux marchés les activités traditionnellement du ressort de l'univers domestique. Ces deux tendances très marquées ont, en fait, des conséquences paradoxales : d'une part, invisibilité croissante du non-monétaire et du non-marchand et, d'autre part, marchandisation d'une portion croissante des activités humaines. Ainsi les activités qui passent de l'univers domestique sous la coupe du marché sont de plus en plus nombreuses et inscrites dans les comptes nationaux, même à une valeur "inadéquate". C'est le cas pour la plupart des activités et productions traditionnellement féminines. Plusieurs concepts se voient *de facto* définis ou redéfinis en tenant compte de cette dichotomie entre "économique" et "non-économique". Nous en retenons trois à titre d'exemples : le salariat, la famille et la communauté.

#### le salariat

Dans la plupart des régions du monde, le salariat s'est présenté et imposé comme voie privilégiée d'insertion, avant de montrer clairement ses limites. Rapport de subordination employé-patron, le salariat s'est développé et a, dans les pays du Nord, été codifié formellement à l'intérieur des lois du travail en même temps que les entreprises étaient aussi légalement dotées des moyens pour faciliter l'acquisition et la concentration de la propriété. L'acquisition de reconnaissance légale et de droits consolidaient aussi la position et l'inégalité de pouvoir des entreprises et des travailleurs à l'intérieur du système de production et dans l'ensemble des rapports économiques.

En parallèle et parfois aux côtés des hommes, les femmes ont mené des luttes pour se faire reconnaître l'accès ainsi que des droits égaux dans l'univers de ce monde du travail salarié, exigeant de participer au travail salarié pour disposer des moyens de subsistance que le salaire fournissait et pour accéder au statut de personnes autonomes et citoyennes. Cette quête avait et a un sens dans un monde où le salariat donne effectivement accès à des conditions de vie décentes et équitables. L'image la plus forte de cette marche "contextualisée" des travailleurs et des travailleuses est celle des années 1945 à 1975, que l'on a, injustement à plusieurs égards, appelées

les *Trente glorieuses*. Ce n'est pas ici mon intention de développer en quoi cette "image" très évocatrice dans les sociétés nord-américaine et européenne correspond à une image tronquée de la réalité. Cependant, il est important de souligner qu'il s'agit d'un idéal trompeur en ce sens que la croissance qui a suscité tous les espoirs, ceux des femmes inclus, au cours des *Trente glorieuses* était en fait assise sur une exploitation concertée des plus faibles, pays, régions du monde, segments de population dont une grande majorité de femmes. Un quart de siècle après le glas de ces *Trente glorieuses*, nous ne pouvons que constater que les prévisions de croissance se fondent encore et toujours sur l'exploitation des ressources naturelles et des humains. Cette fois-ci, le salariat est lui-même menacé; les diverses formes de précarité, de flexibilité et de sous-traitance sont largement mises à contribution pour orchestrer l'enrichissement d'un petit nombre par l'appropriation par ces derniers des avoirs et des savoirs.

Si le salariat ouvrant la voie à de bonnes conditions d'insertion dans le monde du travail rémunéré est menacé, c'est en grande partie relié à la puissance des sociétés par actions qui ont facilité la concentration et le contrôle des avoirs et du pouvoir financier. Ainsi, sans compréhension des interrelations entre l'appropriation privée du capital et du pouvoir qu'il confère sur les autres formes de "capital"<sup>2</sup>, nous pourrions mener des luttes interminables pour accéder à un statut de "ressources humaines" et de "capital humain" bien peu enviable.

### la famille

Accompagnant la structuration industrielle au XXe siècle et l'émergence de la société de consommation, la notion et le vécu des familles comme unités économiques de production et de consommation sont aussi transformés. L'idéal de la famille nucléaire "bourgeoise" s'impose graduellement aux sociétés nord-américaine et européenne comme véhicule privilégié de la consommation, cependant ce modèle se présente assez rapidement comme insoutenable. Peut-on éviter de constater que celui-ci, non seulement ne s'est jamais actualisé dans l'ensemble des populations, mais qu'il s'est complètement effondré en dépit de la puissance des idéologies qui le soutiennent. S'il est utile d'en parler, c'est d'une part que le système économique dominant reconnaît à la famille un rôle social et économique permettant d'articuler la société de production et de consommation qui se généralise avec le développement des marchés. D'autre part, les rôles des femmes et des hommes comme acteurs participant au fonctionnement de l'économie y sont campés en vue de satisfaire les besoins du système. Chaque homme *homo economicus* compétitif

---

<sup>2</sup> Le terme "capital" est utilisé ici pour mettre en évidence l'importance du capital sous toutes ses formes dans l'acquisition du pouvoir économique.

et travailleur inséré dans le monde de la production marchande devient pourvoyeur et "solidaire" de son univers privé, sa famille elle-même à son service et au service des industries qui ont besoin de relève. Il y a dans les fondements des théories économiques dominantes la reconnaissance d'une "schizophrénie" souhaitable chez les acteurs économiques "principaux" que sont les hommes. Les femmes pour leur part, tout en demeurant les piliers de la reproduction de ces acteurs principaux, sont maintenues dans leur ombre, comme composantes des familles nucléaires. Cela ne change pas le fait que de tous temps les femmes ont été des travailleuses, rémunérées ou non, à l'extérieur du foyer familial. Cependant les théoriciens orthodoxes n'ont ni conceptualisé cette problématique spécifique ni tenu compte de ses enjeux dans l'élaboration de leurs théories économiques. L'homme au sens du "masculin" est et demeure la référence de base de tout l'appareil conceptuel de la "science économique".

#### la communauté

Les lieux d'insertion sociale et économique et les espaces où s'opèrent les choix politiques ont aussi subi l'influence grandissante des valeurs libérales. Cette influence a entraîné une modification du sens de la communauté avec des effets divers. Si nous saluons la reconnaissance de la personne humaine et de son individualité, traçant la voie à celle de ses droits politiques, la réalité de l'application des droits politiques ne donne pas les résultats auxquels les sociétés modernes pourraient s'attendre. L'individualisation des choix, via les marchés, est transposée au niveau politique en mécanisme électoral et en recherche du pouvoir au sein des instances politiques dans le contexte de la démocratie représentative. Il en résulte des effets indéniables sur le désintégration des communautés. La transformation des lieux de décisions politiques qui a accompagné la structuration des économies capitalistes laisse entier le problème d'articuler des choix politiques prenant appui sur une démocratisation des processus. La faiblesse, voire la quasi disparition, des communautés comme lieux d'appartenance détenant des pouvoirs de décisions sans reconstruction de lieux de pouvoirs véritablement représentants des populations — hommes et femmes de tous les âges et de tous les groupes sociaux — laisse un vide présentement comblé par l'hégémonie du pouvoir financier.

En somme, il est clair que le modèle de croissance qui s'est affirmé tout au cours du XXe siècle, caractérisé par le salariat comme mécanisme d'inclusion des travailleurs et des travailleuses et la famille comme véhicule de consommation, n'offre plus de perspectives pour la majorité, si jamais ce fut le cas, pas plus qu'il ne convient à la majorité des pays où les populations ont assuré leur survie

et leur croissance pendant des siècles sans la présence du modèle économique occidental. Les lieux politiques pour articuler les choix collectifs sont aussi à construire compte tenu de l'affaiblissement des communautés de base et de la difficile articulation de la démocratisation du politique au niveau des sociétés.

### **1.2- Des impacts particuliers pour certaines populations : les femmes, les sociétés traditionnelles et les populations autochtones.**

En dépit de la présence d'un modèle économique dominant et hégémonique, il faut constater que les effets se font sentir avec beaucoup d'inégalités selon les personnes et selon les lieux. Nous pouvons sans crainte de nous tromper affirmer que la colonisation et l'exploitation des personnes et des ressources ont eu une contribution indéniable à la croissance des pays du nord et d'une classe dominante au sud, alors qu'elles étaient l'occasion de la destruction d'acquis pour plusieurs communautés et pour les femmes au sein de plusieurs peuples et cultures traditionnelles. La dépossession de l'accès aux terres et autres moyens de subsistance et la dévalorisation des savoirs traditionnels en sont des exemples éloquentes.

Pour la majorité des populations des pays du sud, le salaire, ou toute autre forme de rémunération, s'impose aussi graduellement comme une contrainte et une obligation. L'industrialisation et l'appropriation des ressources pour fins de commerce privent les populations de la propriété de leurs propres moyens de production et de l'usage de leur territoire. Dans bien des cas, ce sont les droits traditionnels et les aspirations légitimes à décider de sa propre vie et de celle des communautés qui sont affectés. Les conséquences sur les conditions de vie des femmes sont nombreuses, mais généralement peu prises en compte dans leurs spécificités. Compte tenu du partage et de la hiérarchie des tâches dans les différentes sociétés et de l'intériorisation croissante du modèle occidental, ce qui est monétaire et commercial acquiert plus de valeur que les productions de subsistance, aussi essentielles soient-elles.

La reconnaissance et l'apport des femmes à la vie économique ne peuvent certes pas être compris en prenant appui principalement et uniquement sur une analyse inspirée de l'histoire et des cultures occidentales et sans compréhension des sociétés, cultures, religions et idéologies diverses. Présentement des recherches historiques, anthropologiques, ethnographiques et autres contribuent à faire connaître l'ampleur des pertes subies par les femmes dans toutes les régions du monde en marge de la monétarisation des économies et de la globalisation des marchés. Notons en particulier celles de la reconnaissance et la valorisation de leur apport à la transmission et au maintien de la vie. À titre d'exemple les communautés amérindiennes de l'Amérique ont commencé

à faire connaître les effets de l'acculturation avec les Blancs sur les conditions de vie et sur la dévalorisation de l'apport des femmes à la vie économique.

### **1.3- Globalisation et exclusion : comment s'en sortir?**

En cette fin de siècle, les crises financières et la pauvreté croissante mettent au défi notre créativité et nos convictions collectives à l'effet que ces conditions ne sont pas inéluctables. De plus, avons-nous le choix de constater que les peuples et les pays peuvent difficilement vivre en retrait, que des mécanismes ont été mis en place pour changer les formes d'isolement et de dépendance? Inutile d'ignorer les forces en présence, de prôner des pratiques "sectaires", de faire l'économie de comprendre ce qui se passe ailleurs dans le monde, il nous apparaît essentiel de connaître et de faire connaître nos différences, étape essentielle pour les préserver et maintenir des aires de choix et d'autonomie pour les personnes, les communautés et les sociétés.

Certaines idéologies féministes bien articulées au cours du XXe siècle ont privilégié de faire reconnaître dans les circuits commerciaux les activités traditionnellement portées par les femmes, sans en appréhender toutes les conséquences. Une tendance plus récente s'interroge sur l'équité qui accompagne ce processus de reconnaissance par les voies du "monétaire" et du marché. Ainsi, dans le champ de l'économie, la question suivante est devenue incontournable : dans quelle mesure une inclusion croissante de toutes les activités dans le circuit marchand peut-elle être porteuse d'amélioration réelle des conditions de vie des femmes au moment où les inégalités économiques sont en croissance? Sans changement dans les valeurs qui sous-tendent les pratiques économiques dominantes, il semble y avoir peu d'espoir que cela puisse être une solution à long terme. Pour s'en convaincre, il n'y a qu'à constater les ravages engendrés par les décisions de l'Organisation Mondiale du Commerce, du Fonds Monétaire International, de la Banque Mondiale. Dans son livre La mondialisation de la pauvreté, Michel Chossudovsky met en évidence le rôle que jouent les organismes internationaux dans l'exacerbation des problèmes économiques, culturels, ainsi que l'appauvrissement des femmes et des populations.

En outre, comment éviter de reconnaître que les différents contextes historiques et culturels offrent des possibilités très différentes, y compris à ceux et celles qui travaillent globalement dans une même perspective? Comment les concilier? La recherche de cette conciliation est un des défis auxquels nous sommes confrontées comme chercheuses et praticiennes pro-féministes.

## **2- Pour le XXIe siècle : nouveau paradigme et perspective de genre en économie**

Les théories économiques orthodoxes sont fondées sur des postulats qui tiennent peu compte des réalités concrètes. La plupart des hommes ne se reconnaissent pas dans la définition de l'*homo economicus* aux comportements rationnels. C'est doublement le cas lorsqu'il s'agit des femmes qui assument concrètement dans la plupart des sociétés des rôles qui cadrent mal avec cette conception univoque de la personne, actrice économique. Les pratiques économiques des femmes et des populations sont beaucoup plus diversifiées que les théories économiques les présentent, niant du même coup la plupart des réalités vécues. C'est l'objet de cette deuxième section de mettre en évidence l'apport des femmes et des féministes à la remise en question des fondements conceptuels de la théorie économique.

## **2.1 L'apport des femmes et des approches féministes**

C'est en faisant échec aux postulats et méthodes de la pensée économique dominante que les approches féministes tentent de contribuer à l'émergence d'un nouveau paradigme. Briser les hiérarchies, les dichotomies "simplistes" ainsi que les illusions d'objectivité figurent parmi les essentielles remises en question qui sont proposées.

Un point de vue de femmes, voire féministe, sur l'économie a le mérite de nommer et de remettre au coeur des préoccupations humaines les valeurs traditionnellement portées par des femmes et les réalités qu'elles sont plus nombreuses à vivre. Identifiées à la sphère domestique ou privée, de nombreuses activités ayant pour but la transmission et le maintien de la vie, la préservation et la restauration de la santé, l'éducation à devenir et à être une personne empreinte d'humanité ont été relayées au second plan et mises au service de la sphère traditionnellement portée par des hommes, la sphère dite publique. Ces activités se caractérisent par une grande diversité selon les sociétés et le degré de marchandisation des rapports humains.

Ainsi, peut-il y avoir d'autre issue raisonnable que celle de reconnaître la diversité des lieux et organisations où se produisent, s'échangent et se consomment biens et services et les conséquences humaines et environnementales de ces actions? Remettant les êtres humains et la satisfaction de leurs besoins au coeur des finalités de tout système social, nous pensons qu'une conception renouvelée de l'acteur économique comme "personne en relation" dans le sens des travaux de Nelson (Ferber et Nelson, 1993) constitue une assise fondamentale d'un nouveau paradigme économique. De même, les types de relations que cette personne développe apparaissent être un élément essentiel sur lequel porter notre attention. Cependant, inutile de parler de renouveler la pensée économique sans d'abord parler des valeurs qui sous-tendent les rapports économiques.

Nous savons intuitivement, sinon formellement, qu'il existe deux grands pôles de valeurs en ce qui concerne les rapports en société. D'un côté, la valorisation du pouvoir pour lui-même, l'individualisme, la compétitivité, lesquels s'articulent principalement dans des rapports conflictuels et de l'autre, la solidarité, l'interdépendance, le partage qui suscitent des rapports de coopération. Nous savons également que ces valeurs sont présentes et vont continuer à l'être dans toutes les sociétés en dépit du fait que l'un des pôles puisse être dominant dans l'une ou l'autre des sphères d'activités. Alors nous empruntons à Marilyn French son approche de l'apport féministe en regard de l'ordonnement des valeurs<sup>3</sup>. Selon elle, ce qui caractérise l'approche féministe, ce n'est pas nécessairement un changement des valeurs humaines ou une négation des valeurs existantes mais un nouvel "ordonnement de ces valeurs". French nous introduit à une vision du monde où la recherche du plaisir occupe l'avant-plan. Elle le considère comme une "réaction de satisfaction à la qualité" et, tout en reconnaissant les limites et les objections posées à cette vision, elle la propose comme une alternative à l'approche "patriarcale" où le pouvoir constitue "l'unique valeur principale de la vie publique et, dans une large mesure, privée aussi". Selon elle, sont intrinsèquement liées au plaisir, la qualité, non la quantité, la réciprocité au sens "d'être avec" et la liberté. Elle définit ces termes et donne notamment à la liberté un sens qui tient compte des liens physiques et émotifs qui nous lient à la terre et entre nous. "La liberté, c'est le sentiment de choisir nous-mêmes nos liens" (French, 1986, p. 565).

En proposant "une nouvelle vision de la nature humaine, de la réalité et de l'organisation socio-politique" s'appuyant sur une ordonnance de valeurs inscrivant le partage et la continuité en priorité, elle fournit des bases à une nouvelle façon d'organiser la vie en société en fonction des "fins de l'humanité" et des êtres vivants (idem, pp. 558-566). La richesse de cette approche est de reconnaître qu'il existe des assises sur lesquelles construire un nouveau paradigme, à savoir des valeurs à privilégier dans l'ordonnement de l'ensemble des valeurs.

## **2.2 La remise en question des fondements conceptuels des théories économiques**

Après avoir esquissé une référence aux valeurs sur lesquelles l'économie et les rapports économiques devraient prendre appui et reconnaissant que l'articulation au quotidien de ces valeurs constitue le plus grand défi de la construction d'un nouveau paradigme en économie, nous nous interrogeons sur les fondements conceptuels de la "science économique". Remettre en question les fondements conceptuels de la "science économique" nous apparaît à la fois simple, puisque ses

---

<sup>3</sup> Dans son volume, La fascination du pouvoir, voir en particulier la section "Valeurs pour un nouveau monde", pp. 558-566.

fondements reflètent peu les réalités humaines, mais aussi complexe, s'il s'agit de le faire dans une perspective de construction d'un nouveau paradigme.

Les contextes présidant à l'adoption de comportements économiques se caractérisent par leur grande diversité. Traditions, habitudes et modes d'organisation ont été développés par des générations qui se sont succédées, constituant un bagage collectif de connaissances et de savoir-faire. Par ailleurs, dans les sociétés nord-américaine et européenne, en dépit de la diversité des cultures et des moyens disponibles, il s'est développé un modèle hégémonique d'organisation des activités économiques. Ce modèle s'est appuyé sur la reconnaissance de l'entreprise privée, pilier de la production et la famille, pilier de la consommation. Un cadre juridique a été mis en place pour assurer que ces entités jouent le rôle attendu d'elles, si bien que des mécanismes (lois, règlements, infrastructures) de plus en plus codifiés orientent et encadrent les comportements. Propriété, appropriation, droits et monnaie sont au nombre des moyens dont l'organisation économique s'est dotée pour soutenir le modèle dominant, celui du marché, et son extension à toutes les sphères d'activités : privée, publique, communautaire, domestique.

Nous constatons que le siècle dernier a imposé à l'ensemble de la planète un modèle économique porteur de pauvreté dans un contexte où les moyens de créer la richesse se multiplient à un rythme effréné. Cela a été possible parce que la rationalité économique inventée par les théoriciens s'est imposée comme cadre pour les humains devenant des acteurs et actrices participants et supportants, de gré ou de force. Pour certains, cette conception des humains comme instruments du "système" est porteuse de bénéfices à court terme et, ce faisant, suscite leur adhésion à la mise en place des ramifications d'une société essentiellement mercantile. Pour d'autres, les choix contraints ou les obligations de répondre aux dictées du système sont imposés plus brutalement, par des contraintes physiques ou autres. Il en résulte de toutes façons, un sentiment et une réalité chez une majorité d'individus à l'effet d'être un rouage dans un système où les humains sont des instruments sans possibilité d'affranchissement autre que le fait de s'exclure soi-même. Définis par leurs rôles de travailleurs rémunérés et de consommateurs dans les théories économiques et invités à l'être dans leur vie quotidienne, les individus paraissent amputés des sphères de leur vie qui ne s'articulent pas en termes mercantiles.

Nous postulons que les comportements actuels et souhaités des hommes et des femmes sont le matériau de base pour saisir les interrelations entre l'économie et le social et contribuer ainsi à amorcer des questionnements inévitables sur des bases solides.

### Les acteurs et actrices économiques

L'individu "désincarné" agissant de manière rationnelle dans la recherche de son intérêt individuel et prenant des décisions sur la base des coûts et des bénéfices à long terme avec toute l'information nécessaire — *homo economicus* — n'est certes pas représentatif des personnes actrices économiques agissant à l'intérieur des sociétés postindustrielles du XXe siècle, pas plus qu'il ne l'est dans les sociétés traditionnelles. De même, le pourvoyeur partageant ses ressources pour le soutien de sa famille sans souci de ses intérêts individuels ne ressemble pas non plus à plusieurs des personnes, soit incapables ou peu soucieuses de le faire.

Ferber et Nelson (1993) regroupent de nombreux articles qui mettent en évidence un ensemble de questionnements sur le traitement accordé aux activités et aux rôles de femmes et des hommes dans les théories économiques, sur les biais sexistes et montrent les conséquences de ces distorsions sur la connaissance et la compréhension des réalités concrètes ainsi que l'élaboration des politiques économiques et sociales.

En outre, nous pensons que les humains sont non seulement des êtres de matière mais aussi des êtres mentaux et spirituels, capables de réflexion, d'individualité, porteurs d'aspirations pour eux-mêmes et pour la société qui les entoure. Ils agissent en prenant appui sur leurs potentiels intuitifs et rationnels, se basant sur leurs sentiments et leurs connaissances, en interrelation avec leur environnement. Ils sont influencés par leurs liens d'interdépendance avec leur entourage et les structures mises en place dans la société ou la communauté où ils vivent. Kamenetzky et Max-Neef proposent dans un très intéressant chapitre intitulé "Human needs and aspirations"<sup>4</sup> (Ekins et Max-Neef, 1992) une approche innovatrice des rapports entre les besoins fondamentaux des personnes et les moyens de les satisfaire. Ces moyens sont abordés en termes d'être, d'avoir, de faire et d'interagir. Nous pensons que cette approche offre une avenue prometteuse pour saisir les aspects économiques de la satisfaction des besoins humains.

### Les actes économiques

Selon les économistes orthodoxes, les principaux actes économiques — la production, la consommation, l'échange, l'épargne, l'investissement, l'accumulation, la distribution — sont essentiellement des activités mercantiles, mesurables et mesurées en argent. Toute production, consommation, échange hors des circuits du marché et du monétaire est ainsi occultée. Pourtant ce qui distingue des actions similaires n'est souvent que le contexte dans lequel elles sont menées, ce contexte étant marqué par les valeurs et les traditions qui l'ont façonné.

---

<sup>4</sup> Voir les pages 181 à 230.

### Les lieux où s'articulent les pratiques économiques

Les lieux où s'effectuent la production, la consommation et les échanges varient selon le contexte géographique, l'espace et le temps ainsi que selon le contexte social, historique, politique et culturel. Il n'y a qu'à penser que des biens et services sont produits dans les familles et dans les grandes entreprises, que les biens et services sont consommés par des individus vivant dans la brousse et des directeurs de grandes entreprises. De plus, les lieux contribuent à modifier largement les logiques d'action<sup>5</sup>. La recherche de profit maximal et le don co-existent dans une même société. Le marchandage comme fondement des rapports d'échanges colore la vie de certaines sociétés alors que le commerce électronique s'insère au coeur des rapports d'échanges dans d'autres sociétés. En faut-il davantage pour nous convaincre de l'importance de reconnaître la diversité des logiques d'action et l'aberration de toute prétention à l'homogénéisation de celles-ci? Que nous traitions de milieux de travail, de familles, de communautés, une ouverture à la tolérance envers des choix sociétaux diversifiés paraît être essentielle en vue de développer un nouveau paradigme économique ancré dans les réalités diverses et susceptibles de l'enrichir .

En somme, le modèle dominant conceptualisé et développé en vue de soutenir les désirs des "élites" s'est imposé à un nombre toujours croissant d'individus sur la planète. L'on constate qu'il en découle des inégalités croissantes et la "création" d'exclus dont les conditions de vie varient, elles aussi, d'une société à l'autre. Etre exclus de la société mercantile c'est aussi parfois tenir le rang qui nous est conféré, comme c'est le cas par exemple de certaines castes et hors-castes en Inde.

Vous conviendrez que le défi de développer un nouveau paradigme en économie est de taille. Aussi utopique qu'il paraisse, il est le moteur des travaux de nombreuses chercheuses, et de chercheurs aussi. Sur le terrain ou dans nos bureaux ou classes, nous pouvons et devons apporter une contribution à l'avènement de ce nouveau paradigme. C'est en terme de solidarité que nous allons ici l'aborder, dans le but principal d'introduire cette valeur comme fondement des rapports économiques.

### **3. Un nouveau paradigme économique : valeurs, alliances et stratégies**

---

<sup>5</sup> Les logiques d'action font référence aux valeurs, motivations, finalités et moyens de mise en oeuvre des activités économiques, au sens large.

Les questionnements féministes sur la reconnaissance du genre — féminin et masculin — dans leurs vécus spécifiques s'ajoutent à d'autres questionnements dont nous avons traité sur la personne humaine "être en relations", sur la famille, sur la communauté. Nous avons peu abordé les dimensions de l'environnement physique, du rapport à la nature et d'une conception holistique de la vie humaine et des sociétés, pourtant incontournables dans toute conception renouvelée de l'économie. C'est à l'intérieur de cette troisième partie que sont brièvement soulevées ces dimensions et certaines complémentarités dans les questionnements susceptibles de favoriser des alliances.

Si construire un nouveau paradigme ainsi que des bases de nouveaux rapports économiques est devenu impérieux, loin de nous l'idée de préciser en quoi doivent consister les modes d'organisation économique des diverses sociétés. Les contextes social, culturel, historique et environnemental de même que les savoirs et traditions participent à la définition des conditions de mise en oeuvre de ces modes d'organisation empreints de nouvelles valeurs et englobant tous les aspects de la vie. Toutefois, la valeur "solidarité" nous paraissant fondamentale, nous y accordons une place de choix. Nous traitons aussi des alliances et des stratégies à mettre de l'avant pour construire ensemble un nouveau paradigme.

### **3.1 La solidarité, assise d'un nouveau paradigme économique**

L'économie avec solidarité dont le sociologue chilien Luis Razeto (dans Ortiz et Muñoz, 1998) favorise l'émergence fait référence à l'inclusion de la coopération et de la collaboration dans les rapports économiques. Elle implique aussi l'idée de responsabilité collective, chacun-e se sentant concerné pour l'ensemble. La solidarité s'accompagne nécessairement d'autres valeurs nécessaires à son expression. Pour être responsable ne faut-il pas se concevoir comme une personne capable de participer, capable de réfléchir et d'agir et en mesure de bénéficier des conditions qui rendent possibles ces actes? Il y a donc tout un programme social et politique dans une conception solidaire de l'économie. Nous en traitons ici en pensant aux personnes et aux sociétés dans la diversité et la globalité de leur expérience, à l'aspect politique des choix et des mécanismes qui les articulent, à l'ouverture à des logiques d'action nouvelles et diverses.

Avant toutes choses, parler de solidarité en économie exige une définition sensée des personnes — femmes, hommes et enfants — et de la satisfaction de leurs besoins, reconnus à part entière comme finalité du système économique. Cela exige aussi que des modes d'organisation sociétales pour satisfaire des besoins individuels et des besoins collectifs soient développés, non comme des moyens d'enrichissement individuel, mais comme des moyens de contribuer à la vie et au progrès

de l'humanité. Produire, échanger, consommer tout comme travailler, gérer, épargner et investir sont au nombre des actes économiques inéluctables, cependant les manières de les faire en contexte d'économie solidaire défient les habitudes qui se sont installées dans la sphère marchande et qui, présentement, contaminent et intoxiquent tout l'agir humain.

S'il est simple de reconnaître des pratiques des femmes qui déploient toute leur débrouillardise pour apporter l'eau, la nourriture et les soins à leur famille comme des exemples de solidarité au même titre que les voisin-e-s et ami-e-s qui s'entraident pour la garde d'enfants ou les réparations d'équipements défectueux, il nous est plus périlleux de nommer solidaires certaines pratiques dans la sphère mercantile de l'économie. Ces dernières prennent parfois l'allure de connivences entre partenaires privilégiés, contribuant à cloisonner les sphères d'activités et à laisser chacune articuler la solidarité à l'intérieur de ses cadres, renforçant du même coup les rapports économiques dominants.

Nous osons envisager comme possible dans un proche avenir l'arrivée d'une économie solidaire où la présence, ou non, de transactions monétaires sera davantage liée à la mise en place de moyens nécessaires pour atteindre des finalités choisies. Ainsi, une économie solidaire serait la somme de tous nos actes économiques empreints d'une "valeur dénominateur commun" — par exemple comme contribution à la vie et au progrès de l'humanité — où le choix de médiatiser les rapports par de "l'argent sonnante" ne serait plus imposé et discriminant.

Construire une économie solidaire ne peut que résulter d'un choix collectif, intégrant des possibilités de choix individuels accessibles à tous ainsi que des rapports interpersonnels et sociaux à l'intérieur desquels les activités économiques s'articulent. Il est en effet impossible de prétendre isoler l'économie de la vie quotidienne et des conditions environnementales sans risquer, comme c'est le cas maintenant, de construire un modèle abstrait dont la mise en oeuvre serait impossible ou dont les conséquences seraient tout aussi destructrices que celles que nous observons maintenant dans tous les coins et recoins de la planète. Résultat d'un choix collectif, la construction d'une économie solidaire ne peut être pensée ni mise en oeuvre par une élite éclairée. D'une part, cette élite risque d'être asservie aux intérêts de ceux auxquels profite le fonctionnement actuel de l'économie, donc hostile à l'implantation d'un nouveau paradigme. D'autre part, un tel changement de paradigme, bien plus qu'un projet économique, constitue un projet de société, donc éminemment politique et doit être porté collectivement. Comment dès lors en favoriser l'émergence? Deux aspects stratégiques s'imposent : d'un côté permettre à l'ensemble de la population de jouer son rôle d'acteur économique tant dans la définition que dans la mise en oeuvre de nouvelles pratiques économiques, d'un autre côté réclamer de la part des instances politiques la mise en place de mesures de démocratisation favorisant de telles pratiques.

Ce sont là deux stratégies privilégiées par divers mouvements de femmes et mouvements sociaux. Voyons ce qu'il en est de certaines alliances et stratégies déjà en place.

### **3.2 Des alliances dans la construction d'un nouveau paradigme en économie**

Imbriqués dans toutes les sphères de la vie, les rapports économiques ne peuvent se transformer sans que se développe un large éventail de pratiques renouvelées, ces dernières étant préférablement accompagnées d'une réflexion et d'une conceptualisation visant à les mettre en valeur. Pour ce faire, nous sommes toutes et tous conviés à prendre part à cette transformation qui exige des alliances sur la base de valeurs communes ou compatibles et sur la base d'objectifs communs ou compatibles.

Nous avons déjà identifié l'importance d'un nouvel ordonnancement des valeurs. Il est indéniable que ceux et celles qui remettent en question le pouvoir comme finalité, les rapports hiérarchiques comme étant inhérents à la nature humaine et à sa domination du vivant sont des allié-e-s dans la recherche d'un nouveau paradigme. Ceux et celles qui privilégient de mettre les forces du pouvoir au service des valeurs de solidarité, de justice et d'équité sont aussi des allié-e-s. Ceux et celles qui cherchent activement des alternatives mettant de l'avant des projets de "développement soutenable", à l'échelle humaine et respectueux de leur environnement sont aussi des allié-e-s. En contexte de globalisation, de nombreuses interrelations entre ces personnes et ces groupes deviennent possibles puisque les moyens se développent et croissent en accessibilité. À titre d'exemples, la fin du siècle a provoqué un accroissement considérable du nombre de réseaux et de rencontres à tous les niveaux : local, régional, international. Ces échanges dont nous savons qu'ils se multiplient de manière appréciable sont porteurs de changement par leur capacité de faire connaître les similitudes et les différences. Pour en accroître les potentiels, peut-être est-il pertinent de nous interroger sur des stratégies d'ouverture et de démocratisation. Concrètement, développer des stratégies implique de travailler à plusieurs niveaux. Nous sommes d'avis que ce travail doit se faire sur le terrain, en développant des pratiques, en développant les connaissances et la conscience, en identifiant les résistances et en partageant les connaissances.

Les populations et les praticien-ne-s n'ont jamais cessé de construire sur le terrain. Comme nous disposons chaque jour de moyens de plus en plus performants pour faire connaître les projets, parfois innovateurs sur le plan des rapports économiques, permettant une prise en charge autonome renouvelée, il n'est que logique de les faire connaître. À titre d'exemples, des échanges d'information se multiplient sur les mécanismes d'accès au crédit pour des personnes exclues des réseaux financiers, les banques villageoises, les projets de développement local et communautaire

intégré, les systèmes d'échanges locaux (SEL), les expériences de commerce équitable, les projets d'éducation populaire, etc.

Une deuxième stratégie essentielle concerne la construction des connaissances et de la conscience. Cette stratégie peut s'articuler de différentes manières en vue de soutenir l'émancipation par rapport aux idées reçues, au discours dominant, aux slogans à la mode. À titre d'exemple, développer les outils de connaissances sous forme d'indicateurs ou autres permettrait de saisir les différents aspects de la vie économique : contributions au bien-être, à la qualité de vie, à la préservation de la diversité; apport des femmes et des hommes, des plus vieux comme des plus jeunes à la vie économique; etc.

La poursuite de cette stratégie exige de pouvoir identifier les résistances à abandonner les pseudo-certitudes du discours et des pratiques dominantes. Le sentiment de détenir la vérité crée la fermeture à toute recherche qui questionne le paradigme sur lequel s'appuie cette "vérité". Cette dimension n'est pas négligeable surtout lorsqu'il s'agit d'interroger conjointement des pratiques économiques essentiellement compétitives et subordonnant les valeurs et pratiques portées par les femmes à la performance financière. Même en présence de discours à saveur humaniste et solidaire, pointent parfois des valeurs "incompatibles" entre elles et rendant à peu près impossible une articulation cohérente d'un développement "autre" sur un même territoire, national ou local. Parmi les nombreux exemples que nous pouvons identifier dans le champ du développement, celui qui m'interpelle en priorité concerne l'autonomie et le respect des aspirations des femmes lorsque ces dernières viennent en conflit avec des valeurs religieuses traditionnelles. Les supporters d'une économie solidaire (avec solidarité) au sens le plus large n'endossent pas d'emblée la reconnaissance des droits sociaux, économiques et politiques des femmes et leur respect. Dans de nombreux cas, la question n'est tout simplement pas mentionnée comme si en parlant des populations et des travailleurs, on englobait les femmes et les travailleuses sans tenir compte des conditions spécifiques de leur vie, dans quelque région du monde que l'on se trouve. Il y a sur cette question de nombreux aspects à mettre en lumière et à approfondir.

Dans la même veine, le choc entre le moderne et le traditionnel, réalités parfois complexes à appréhender, souligne les limites de notre capacité individuelle et collective de changer.

Une dernière stratégie incontournable est celle du partage des connaissances. Cela renvoie tant à la diffusion des connaissances et informations qu'à l'accueil de ces dernières. Cela renvoie aussi à l'éducation comme pré-requis à une participation effective à la vie en société.

Appliquée à la recherche collective d'un nouveau paradigme économique, l'éducation est comprise comme l'ensemble des moyens qui permettent de développer et d'exercer sa créativité et sa

capacité productive : l'éducation à la solidarité; l'éducation à l'économie non pour devenir des participant-e-s bien insérés dans les rôles déjà écrits à l'avance mais pour développer la capacité de choisir avec des moyens dont on a la maîtrise et qui sont acceptables collectivement; l'éducation à la consommation pour renverser le sens de la croissance et du mythe du bien-être au moyen de l'augmentation de la consommation de biens et de services; l'éducation à la citoyenneté responsable.

Pour contribuer à mettre à la portée du plus grand nombre une sensibilité à ces remises en question fondamentales, il me semble important de trouver la porte d'entrée signifiante pour les personnes. À titre d'exemple, lors d'une formation effectuée auprès de femmes engagées dans des projets d'économie sociale au Québec<sup>6</sup>, une collègue et moi avons privilégié "faire émerger la réflexion sur les processus de production qui se développe dans différents contextes organisationnels" en transmettant quelques connaissances de base facilitant l'organisation de la pensée et en donnant la parole aux participantes.

D'autres portes d'entrée sont possibles pour questionner, d'un point de vue féministe, le fonctionnement du système économique et les théories dominantes. S'interroger sur le travail, son sens, sa place dans la vie et sa contribution au développement de l'humanité constitue une autre piste porteuse de sens pour les femmes dont la contribution à la société en termes de travail dépasse de loin la rétribution et la reconnaissance qui en découlent. Une étude approfondie du travail mène aussi inévitablement à mettre en perspective l'appropriation très inégale et fortement inéquitable des fruits du travail.

S'interroger sur la propriété, celle des biens de consommation bien sûr, mais aussi celle des biens de production, y compris l'appropriation de la connaissance et de son exploitation au bénéfice de quelques uns via les mécanismes du marché, constitue aussi une porte d'entrée pour saisir qu'un nouveau paradigme économique est la seule réponse au modèle dominant.

## **Conclusion**

Nous avons soulevé l'hypothèse qu'il est peu probable que les femmes puissent prendre leur place équitablement dans un système social et économique qui, non seulement entretient les inégalités, mais contribue à les créer. Il en découle que notre défi n'est rien de moins que de changer les

---

<sup>6</sup> Cette formation menée dans le cadre d'un projet est disponible à Relais-femmes, Montréal. Elle est aussi relatée dans une communication de Sabourin et Duval (1998) et publiée dans les actes du colloque du CIRIEC, ACFAS, 1998.

règles du jeu dans les rapports économiques. Changer les règles du jeu n'est-ce pas un thème connu de nous, les féministes?

Changer les règles du jeu "économique", c'est questionner les valeurs, le sens de la vie et des humains, c'est aussi s'interroger sur les finalités de la vie en société et de l'organisation de la vie en société. En acceptant les postulats que nous sommes en interdépendance les uns les autres et les humains avec le reste de la nature, il devient incontournable de reconnaître l'interdépendance entre les dimensions sociales, politiques et économiques du "vivre ensemble".

Par ailleurs, pour changer les règles du jeu "économique", nous devons être nombreux à le vouloir et ce n'est pas sans danger pour les vieilles habitudes et les acquis. Toute la structure des rapports sociaux et de nos rapports individuels et collectifs pourrait en être affectée. Les rapports à l'être, à l'avoir, au faire et à l'interagir sont en cause.

Nous avons tenté de montrer la pertinence et l'urgence de changer ces règles du jeu en soulevant en particulier la non pertinence des fondements conceptuels de la science économique, mettant du même coup en évidence des changements qui s'imposent pour construire un nouveau paradigme et lui donner forme à l'intérieur d'un système. L'ampleur du défi nous a amené à reconnaître la nécessité d'alliances et de stratégies pour y travailler. Reconnaître le chemin parcouru, valoriser les efforts et ne pas hésiter à reconnaître les forces comme les résistances au changement sont au nombre des moyens dont nous disposons pour nous donner les moyens et les utiliser à leur meilleur potentiel.

En somme, il s'agit de prendre acte de la complexité, de l'interdépendance et de la pluralité pour que les femmes et aussi tous leurs alliés oeuvrent collectivement vers ce changement de paradigme.

## **Bibliographie**

AMPLEMAN, G., DORÉ, G., GAUDREAU, L., LAROSE, C., LEBOEUF, L. et D. VENTELOU, 1994, *La conscientisation. Définition et principes d'action*. Québec, Les cahiers de la conscientisation No 1, Collectif québécois d'éducation populaire, 21 pages.

CHOSSUDOVSKY, Michel (1998), *La mondialisation de la pauvreté*, Montréal, Les Éditions Écosociété, 248 pages.

DEFOURNY, J. (1992), «Origines, contours et fonctions d'un troisième grand secteur» dans DEFOURNY et al., *op. cit. Infra*: 51-54.

DEFOURNY, J. et J. L. MONZON CAMPOS (1992), *Économie sociale. Entre économie capitaliste et économie publique*. Bruxelles, CIRIEC-De Boeck Université, 459 p.

DOBSON, R. V. G., (1992), *Bringing the Economy home from the market*, Montréal, New York et London, Black Rose Books, 235 p.

EKINS P., MAX-NEEF M., (1992), *Real-life Economics, Understanding wealth creation*, London & New York, Routledge, 460 p.

EKINS P. (1986) *The Living Economy*, London & New York, Routledge, 398 p.

FERBER, M. A., NELSON, J. A. (Ed.) (1993), *Beyond Economic Man*, Chicago and London, The University of Chicago Press, 178 p.

FOLBRE, N., (1997) *De la différence des sexes en économie politique*, Paris, Coll. des femmes, 238 p.

FRENCH, M., (1986), *La fascination du pouvoir*, Paris, Acropole, 597 p.

HENDERSON, H., (1991), *Paradigms in Progress*, San Francisco, Life beyond Economics, Berrett-Koehler Publishers, 293 p.

GALFISA (1999), *Las trampas de la globalización, paradigmas emancipatorios y nuevos escenarios en America Latina*, La Havane, Ed. José Martí, 215 p.

IRONMONGER, D., 1995, *Modeling the Household Economy*, Elsevier Science Publishers, pp. 387-398.

KUIPER, E., SAP, J. (Ed.) (1995), *Out of the Margin: Feminist Perspectives on Economics*, New York and London, Routledge, 319 p.

LÉVESQUE, B. et M.-C. MALO (1992), «L'économie sociale au Québec: une notion méconnue, une réalité économique importante» dans DEFOURNY et al., *op. cit. Supra*: 385-446.

MARCHE MONDIALE DES FEMMES - AN 2000 (1998b), *Objectifs de la marche*, Montréal, Fédération des femmes du Québec, 2 p.

MARCHE MONDIALE DES FEMMES - AN 2000 (1998f), *Pourquoi une marche?* Montréal, Fédération des femmes du Québec, 4 p.

ORTIZ, H., ET I. MUÑOZ (ED.), 1998, *Globalización de la solidaridad, Simposio internacional*, Lima, GES (Grupo Internacional Economía Solidaria), 496 p.

PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT, 1998, *Rapport mondial sur le développement humain 1998*, Economica.

SABOURIN, C., 1996, *Building a Just Society : Socio-Economics Education*, 8th Conference on Socio-Economics : Socio-Economics Foundations for a Just Society, Genève, 15 p..

SABOURIN, C., DUVAL, M., *L'économie sociale du point de vue es femmes : bilan d'une démarche de formation*, Actes du colloque du CIRIEC Rapports entre recherche et intervention pour le développement local et l'économie sociale : expériences, enjeux et défis, ACFAS 1998, pp. 112-118.

VANDELAC, L. (sous la dir.), 1988, *Du travail et de l'amour : les dessous de la production domestique*, Éditions Saint-Martin.

WARING, M., 1997, *Three Masquerades: Essays on Equality, Work and Human Rights*, Univ. of Toronto Press.

Braudel

## Postface

Mon expérience m'a enseignée que ceux qui ont mal cherchent à ne plus souffrir. Pour y arriver, presque tous les moyens peuvent devenir acceptables y compris le fait de masquer, d'endormir, de nier, de se soumettre. C'est la voie apparemment la plus facile de s'en sortir qui sera privilégiée. En ce sens, toute personne humaine agit avec une rationalité qui est la sienne. Serait-ce que les économistes orthodoxes assimilent de façon spontanée et relativement simpliste les diverses rationalités adoptées par les personnes à UNE rationalité, celle de l'*homo economicus*, traduisant ainsi de manière simpliste les éléments constituant les rationalités humaines (leurs logiques d'action) en coût et bénéfiques facilement mesurables, en argent si possible et laissant de côté tous les éléments incompatibles avec leur logique unique.

Nous savons qu'il n'en est rien, et il me semble que nous sommes nombreuses et nombreux à le savoir même si plusieurs de nos comportements trahissent cette connaissance profonde. De mon point de vue, il y a là une piste de travail, individuel sans aucun doute, mais surtout collectif puisqu'il est plus facile de prendre conscience d'un ressenti lorsqu'on le nomme et lorsqu'on constate compréhension et partage de la part des autres.

parce qu'il est évident que le "repositionnement" des acteurs économiques (entreprises, États, syndicats, patronat) actuellement précipite de plus en plus de gens vers l'exclusion, la précarité, les surcharges de travail, la détresse. En outre, il continue d'y avoir des efforts de la part de tous les agents économiques d'externaliser des coûts de production, ce qui laisse aux individus le poids des nuisances, la fardeau de concilier les conséquences des décisions des autres agents économiques en mesure d'imposer ces transferts : horaires de travail rémunéré ou non, lourdes tâches, conciliation des diverses responsabilités, inégalités dans l'accès aux services de base, aux infrastructures (transport, communications, eau potable, services sanitaires, de santé, d'éducation, connaissance de ses droits, garderies, etc.).